

UNE RÉSISTANCE À L'OMBRE DES ÉCRANS

Le gouvernement belge et les actualités filmées de la libération, septembre 1944-janvier 1946

BÉNÉDICTE ROCHET *

LE 15 SEPTEMBRE 1944, LES SALLES CINÉMATOGRAPHIQUES PROJETENT SUR LEURS ÉCRANS *LE MONDE LIBRE*, PREMIÈRES ACTUALITÉS ALLIÉES ! LE PUBLIC DES SALLES OSCURES EST D'AUTANT PLUS AVIDE D'INFORMATIONS SUR LE CONFLIT QU'IL A CONNU QUATRE ANNÉES D'ACTUALITÉS ALLEMANDES AVEC L'*UFA JOURNAL*. PROGRAMMÉ DEPUIS LONDRES PAR LE DÉPARTEMENT POLITIQUE DE L'ÉTAT-MAJOR DES FORCES ALLIÉES POUR L'EUROPE OCCIDENTALE ET LE MINISTÈRE BELGE DE L'INFORMATION, *LE MONDE LIBRE* DÉTIENT L'EXCLUSIVITÉ DE LA DISTRIBUTION SUR LE MARCHÉ BELGE. LES ACTUALITÉS FILMÉES AYANT SUR LE PUBLIC UNE INFLUENCE DÉTERMINANTE SUR SA REPRÉSENTATION DE LA RÉALITÉ DE LA GUERRE, LES GOUVERNEMENTS NE PEUVENT LAISSER LIBRE COURS AUX DIFFÉRENTES INTERPRÉTATIONS DES ÉVÉNEMENTS PAR LES PRODUCTEURS PRIVÉS. LE CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE DES ANNÉES 1944-1945 VA TRANSPAÎTRE DANS CES ACTUALITÉS FILMÉES SOUS TUTELLE GOUVERNEMENTALE. UNE ANALYSE DU MÉTRAGE DU *MONDE LIBRE* PERMET D'ÉCLAIRER LA STRATÉGIE IMPLICITE DES ACTUALISTES POUR MODELER L'OPINION PUBLIQUE BELGE. LES ACTUALITÉS FORMANT LA 'CULTURE VISUELLE' D'UNE SOCIÉTÉ, IL EST INTÉRESSANT DE SE DEMANDER DANS QUELLE MESURE ELLES ONT CONTRIBUÉ À FAÇONNER UNE CERTAINE IMAGE DE LA RÉSISTANCE BELGE.

Une des caractéristiques propres à la libération de la Belgique est son extrême rapidité. Les plans militaires alliés prévoient plusieurs mois pour atteindre Bruxelles, seuls quelques jours seront nécessaires. Cette progression rapide fut facilitée par l'activité des différents mouvements de résistance sur le terrain, une activité mise à l'honneur par les Alliés eux-mêmes. "La Libération, ce n'est pas seulement l'avance foudroyante et d'une rapidité inespérée des armées alliées sur le territoire belge, c'est aussi le résultat des efforts patients de tous ceux qui se sont organisés dans l'ombre pour la hâter, de la masse énorme d'informations sur l'ennemi et ses dispositifs recueillies pendant quatre ans par les réseaux et services de renseignements"¹. Porte flambeau du patriotisme et de la justice envers les traîtres, la Résistance dispose auprès de la population d'un poids moral de forte intensité. Elle semble être, au lendemain de la libération, la seule représentante possible de la démocratie et de l'État face à un gouvernement de retour d'exil complètement dépassé par la réalité de la situation belge. Elle représente quelque 200.000 hommes², dont une partie sont armés. Elle entre dans la mémoire collective comme 'le' symbole de tout un pays qui résiste à l'envahisseur. Pourtant, cette Résistance, glorifiée jusqu'à nos jours, paraît absente de la scène politique et publique belge des premiers mois de

1 FRANCIS BALACE, "Introduction", in *Jours libérés I*, (Jours de guerre, 19), Bruxelles, 1995, p. 5.

2 "Au seuil de l'hiver 1944-1945, (...) masse impressionnante d'un peu plus de 200.000 personnes (minorité de Belges malgré tout, environ 2,4 % de la population belge)" (ALAIN COLIGNON & JOSÉ GOTOVITCH, "Du sang, de la sueur, de l'encre", in *Jours de paix*, (Jours de guerre, 22-23-24), Bruxelles, 2001, p. 102.

la libération. À plusieurs reprises dans ses écrits, J. Gotovitch a analysé et mesuré les causes et conséquences de cette absence : “Si la résistance aurait voulu être associée de manière concrète à la poursuite de la guerre, au rétablissement des institutions et à l’œuvre d’épuration, Londres, qui a tout prévu en ces matières, ne laisse aucune place pour cette résistance qui apparaît, la libération venue, comme un partenaire sinon inutile, tout au moins encombrant et peut-être dangereux. La proclamation d’Hubert Pierlot du 8 septembre 1944 ne lui fait aucune place. Les semaines qui suivent vont le démontrer”³. En effet, dès son retour, le gouvernement Pierlot met en place une politique de “*containment*”⁴. Cette politique vise dans un premier temps à encadrer les forces armées de la Résistance et ensuite à les dénigrer : “le rôle de la résistance est terminé”, place aux piliers (partis, syndicats, organisations sociales...) et aux forces de l’ordre (armée, police...) d’avant-guerre. Différentes mesures gouvernementales et alliées, un contexte socio-politique tendu, des manifestations ponctuées par de violents incidents mettent fin après novembre 44 à toute participation de la Résistance dans la gestion de l’État. “Les ambitions politiques des mouvements de résistance eurent la vie courte. Les comités de libération furent cantonnés et dissous; les partis de la résistance échouèrent électoralement et les seuls protagonistes de la résistance qui réussirent une carrière politique furent ceux qui s’intégrèrent dans des formations politiques plus traditionnelles”⁵.

Cette campagne de refoulement de la Résistance transperce-t-elle dans la presse filmée de la libération, mise sous contrôle militaire (belge et allié) et gouvernemental ? En septembre 1944, seule une partie du territoire belge est totalement libéré. Tant que dure l’état de siège, le gouvernement et les Alliés contrôlent la presse. Les sujets relatant l’évolution du conflit ne sont pas neutres, la réussite de la libération complète contre les empires de l’Axe est en jeu, l’ennemi ne peut tomber sur des informations compromettantes pour la victoire. D’autre part, le traitement des informations socio-politico-économiques est d’une importance capitale pour la reprise en main de l’État et le redémarrage économique du pays. Le gouvernement ne peut laisser libre cours aux différentes interprétations des événements par les journalistes et opérateurs de la presse filmée. La propagande de guerre ne s’achève pas avec la libération, il s’agit encore, au moins, de glorifier les héros, d’honorer les victimes de guerre et de convaincre la population des valeurs de la Nation. Quelle place les médias réservent-ils aux résistances, à la Résistance, tour à tour exaltée, crainte ou méprisée selon les voix qui s’expriment ? Quelle image les actualités filmées renvoient-elles de ce partenaire “inutile, encombrant, dangereux” pour l’autorité en place ? Quel écart entre la réalité et ce qui est projeté sur les écrans ? A-t-on omis l’essentiel ? Délibérément ? Cette image évolue-t-elle avec

3 JOSÉ GOTOVITCH, *Sous la Régence : Résistance et pouvoir*, Bruxelles, CRISP, 1983, p. 7.

4 *Ibidem*.

5 PIETER LAGROU, *Mémoires patriotiques et occupation nazie. Résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, Paris, 2003, p. 33.



- Au cours des manifestations de la Résistance de novembre 1944 – événements ‘oubliés’ par *Le Monde libre* –, il est aussi demandé de porter attention à la problématique sociale. Des centaines de femmes descendent dans la rue pour exprimer cette revendication.
(Photo CEGES)

les changements successifs de la majorité politique au sein du gouvernement ? À qui profite le crime ?

I. Des écrans belges monopolisés par Le Monde libre

Dès 1943, des plans en vue de l’organisation d’une vaste action de propagande lors de la réoccupation du territoire sont rédigés au Ministère belge de l’Information à Londres. L’objectif principal est d’obtenir une action coordonnée de l’unité d’information

belge et de ses consœurs alliées auprès de l'opinion publique. La mission immédiate à effectuer dans le domaine cinématographique consiste en le relevé des salles en état de fonctionnement, la préservation du matériel, le noyautage du personnel. Mais aussi l'observation des actualités allemandes pour conserver celles qui pourraient être intéressantes à re-projeter par contraste aux actualités alliées⁶. Le service Cinéma du Ministère de l'Information est également inquiet quant à la situation de la distribution et de l'exploitation cinématographique en Belgique. Les Allemands sont intervenus dans ce secteur, notamment en supprimant toutes les maisons de distribution françaises, américaines et anglaises. D'autres se sont compromises avec l'occupant. Il faut dès lors préparer un projet de réglementation qui, pendant toute la durée de l'état de siège, permettra un contrôle absolu de l'État sur l'exploitation et la distribution en Belgique. Mais ce projet doit également tenir compte des desiderata des alliés anglo-saxons. Ceux-ci se préoccupent de la diffusion de leurs productions filmées au moment de la libération. Ils établissent également des plans pour la projection future des films et des actualités dans les territoires libérés, plans qui impliquent des accords avec les gouvernements de ces pays. Les projets anglo-saxons ont des retombées militaires et politiques mais également économiques; en effet, les Alliés visent à s'implanter sur le marché cinématographique du continent, dominé avant-guerre par les firmes françaises. Faut-il dès lors signer un contrat avec eux? Le ministre de l'Information belge est inquiet de cet éventuel danger de monopole anglo-américain sur la distribution; il en informe le département des Finances et celui des Affaires économiques⁷.

Mais la prise en compte d'autres facteurs va rejeter à l'arrière-plan ce danger potentiel. Soucieux d'une large diffusion des informations dans le territoire libéré et de sa communication politique en Belgique et à l'étranger – il faut s'assurer que la proportion des actualités purement belges sera suffisante dans les journaux étrangers – le gouvernement belge, représenté par l'Office belge d'Information et de Documentation (INBEL), conclut en juillet 1944 un accord avec l'OWI américain (*Office of War Information*) et le MOI britannique (*Ministry of Information*) pour la constitution et la distribution d'une revue d'actualités filmées *Le Monde libre*. Ces actualités seront tripartites au niveau du contenu et auront l'exclusivité de la distribution sur le marché belge. Ce monopole d'édition et de distribution permet de réorganiser et d'épurer le monde du cinéma marqué par quatre années d'occupation. Il résout également un aspect matériel : la pénurie de pellicule, de matériel de prises de vues et les difficultés de transport ne permettent pas l'édition de plusieurs journaux d'actualité. Le nombre de copies du *Monde libre* devra d'ailleurs être limité.

6 Note de Paul M.-G. Lévy, 1943 (CEGES, *Archives William Ugeux*, AA 1584).

7 Note de Gaston Urech aux membres de la commission Film sur leur entretien avec Delfosse, 13.4.1944 (CEGES, *Archives Paul M.-G. Lévy*, AA 763/8).

Du 15 septembre 1944 au 28 décembre 1945, *Le Monde libre* est le seul et unique journal d'actualités filmées autorisé sur le territoire belge⁸. L'édition destinée à la Belgique comprend tout ce qui se rapporte à la guerre et aux événements survenus sur l'ensemble de la planète; doit normalement y être incorporée une bande d'intérêt belge équivalant à un tiers du métrage. Cette dose d'actualités d'origine belge a fait l'objet de tractations difficiles avec les Alliés, et dans la réalité, les proportions seront loin d'être respectées. Les commentaires s'effectuent dans les deux langues nationales, et ce contrairement à l'entre-deux-guerres où les actualités sont exclusivement en français. C'est l'*Allied Information Service (AIS)*, attaché au *Supreme Headquarters of the Allied Expeditionary Force (SHAEF)* et installé à Bruxelles, qui s'occupe de la distribution de ces films aux cinémas belges. L'*AIS* est en réalité chargé de la diffusion de tous les programmes cinématographiques sur le territoire libéré, à savoir les actualités *Le Monde libre* mais également les films de fiction, les courts métrages, les documentaires... Tous les programmes doivent recevoir une autorisation de projection des autorités alliées et belges. Sur le terrain, en vertu des accords conclus par le gouvernement belge et les autorités alliées, l'*AIS* est aidé par le service Film de la mission Information des *Civil Affairs* belges. En septembre 44, cette dernière, que dirige William Ugeux⁹, est en effet la seule structure ayant autorité en matière de remise en activité et de contrôle des moyens de diffusion de la pensée en Belgique. Elle doit assurer la coordination de l'organisation de toute manifestation de propagande belge ou alliée entre ces divers moyens de diffusion que sont les spectacles cinématographiques, les réseaux radiophoniques, les journaux, les livres, les imprimés, les affiches... La mission Information entre en activité sur le territoire belge dès le 6 septembre 44. Elle est composée d'officiers et de fonctionnaires militarisés sélectionnés à Londres et de personnel d'exécution recruté en Belgique. Au sein des services d'Ugeux, une division, dirigée par le capitaine O. Putzeys, est spécialement consacrée au cinéma¹⁰. Putzeys établit les liaisons nécessaires avec les Alliés et les organismes professionnels

8 Cette actualité filmée compte 78 éditions 'belges' dans les deux langues nationales. 61 d'entre elles sont conservées à la Cinémathèque royale de Belgique.

9 William Ugeux (1909-1997). Docteur en droit. Directeur du *XXe Siècle* (1935-1940). Chef du service de renseignement et d'action Zéro. Directeur général à la Sûreté de l'État à Londres. Chef de la mission Information des *Civil Affairs*. Secrétaire général f.f. de l'Information en 1945. Directeur rédacteur en chef de *La Cité nouvelle* (1944-1945). Directeur de *La Cité* (1950-1954). Directeur d'INBEL. Professeur à l'UCL (*Annuaire officiel de la Presse belge, 1974-75*, p. 627; *Qui est qui en Belgique francophone. 1981-1985*, Bruxelles, 1981, p. 845).

10 Oswald-François Putzeys (1900-?). Exploitant de cinéma à Bruxelles, il quitte le territoire belge le 10 mai 40. De septembre 1942 à août 1943, il crée et met au point au Congo les services de la propagande coloniale, dans une perspective tant visuelle que documentaire. Il devient en janvier 1944 chef du service de la propagande vers le Congo au Ministère de l'Information et est chargé de l'organisation de la propagande visuelle lors de la réoccupation du territoire. Commissionné par la Défense nationale au 1er septembre 1944, il est responsable du service Film de la mission Information d'Ugeux. Son service est par la suite repris au sein de la section Film d'INBEL jusqu'en 1947. Il retourne ensuite dans le civil comme exploitant [CEGES, *Archives du Ministère de l'Information nationale (Londres)*, AA 1327; *Archives William Ugeux*, AA 1584].

belges de distribution et d'exploitation de films. Il est chargé du contrôle de la diffusion du *Monde libre* par l' AIS, de l'étude des questions cinématographiques en général et de la mise sur pied de projets de réorganisation du commerce lié au septième art. Les bureaux de la mission Information sont dans le même bâtiment que ceux de l' AIS, ce qui facilite le travail.

Tout comme les films, les actualités filmées ont longtemps été considérées par les historiens comme un simple moyen de distraire les masses sans aucune fonction sociale, culturelle ou même politique. Elles étaient discréditées au bénéfice de la presse écrite jugée plus sérieuse et plus rigoureuse. Les actualités cinématographiques se veulent pourtant une représentation de la réalité; du moins, elles sont une instrumentalisation de 'l'effet de réel' qui renvoie à la conception voulue par le producteur. L'enchaînement des séquences, le choix des thèmes traités et des images sélectionnées pour illustrer les thèmes *ad hoc*, le cadrage, le montage, le commentaire, le support musical, bref tous les indices narratifs visuels et sonores, sont autant d'éléments qui ne sont pas neutres et qui induisent la définition et le statut de l'événement considéré. Ce qui est vrai en période de paix, l'est bien plus encore en temps de guerre lorsqu'un gouvernement contrôle ces images. Les séquences d'actualités informent et distraient souvent le public mais elles ont surtout une fonction de persuasion, une capacité d'influencer de manière déterminante les représentations mentales de la réalité. Bien sûr, lorsque le public reçoit ces images d'actualités, son esprit n'est pas vierge d'information : radio, presse écrite, affiches, tracts ont fait aussi leur œuvre. De plus, "ses conditions de vie, à la ville ou à la campagne, son opinion sur l'évolution de la guerre, son comportement, son passé et son imaginaire conditionnaient l'interprétation qu'il donnait aux images"¹¹. Mais ces images forment la "culture visuelle"¹² d'une société et une analyse du métrage belge introduit dans *Le Monde libre* permet d'éclairer la stratégie implicite des actualistes pour façonner l'opinion publique belge.

La première édition belge du *Monde libre* date de juin 1944. Lorsque les salles belges sont autorisées officiellement à ouvrir leurs portes, soit le 15 septembre 1944, *Le Monde libre* comporte déjà 16 éditions. L' AIS a probablement distribué à cette date l'édition n° 1. Il faut compter par la suite plus ou moins un mois de retard entre la date d'édition de l'actualité filmée et sa projection sur les écrans belges. L'information fournie est donc loin de constituer un scoop; le public des salles obscures est d'ailleurs déçu par ce décalage. Cependant, ces images permettent de visualiser l'information reçue par d'autres médias et parfois elles peuvent en modifier son contenu et sa signification par un montage et un commentaire implicites.

11 JEAN-PIERRE BERTIN-MAGHIT, *Les documenteurs des années noires. Les documentaires de propagande, France 1940-1944*, Paris, 2004, p. 59.

12 LAURENT VERAY, *Les films d'actualité français de la Grande Guerre*, Paris, 1995, introduction.

II. La vedette : L'armée régulière belge

Dans l'édition du *Monde libre* de fin septembre 1944 (n° 17), le spectateur belge peut voir les premières images de Bruxelles libérée. Ce sont les symboles de la nation belge qui sont mis en évidence : royauté, démocratie, Constitution. Au son de la *Brabançonne*, se succèdent des plans d'ensemble sur le Parlement; le Parc royal ; la Colonne du Congrès; les soldats belges saluant la tombe du Soldat inconnu; la prestation de serment de Charles avec des plans rapprochés sur Charles, Élisabeth, le cardinal Van Roey et sur les membres du gouvernement (H. Pierlot, P-H. Spaak et C.Gutt); un défilé dans les rues de Bruxelles des ministres, des écoliers bruxellois et d'anciens combattants avec des gros plans sur les étendards de 1830 ! Perdu entre toutes ces images sacralisant la Belgique d'avant-guerre, un plan est consacré aux victimes de la guerre. Il est très court, juste un rapide travelling sur des veuves en noir et un gros plan sur des tombes vides au Tir national. La *Brabançonne* se transforme en une symphonie sinistre, la voix enjouée du commentateur prend un ton dramatique et évoque sur ces brèves images "les patriotes" : "La guerre est passée, elle ne s'est guère arrêtée, certains signes de l'occupation allemande subsistent cependant, entre autres les engins de destruction laissés derrière lui par l'ennemi et aussi le tragique souvenir de ses atrocités au Tir national. Les tombes vides destinées à recevoir le corps de patriotes que les Allemands n'ont pas eu le temps d'exécuter. En hommage à ceux qui sont morts en combattant dans les rangs de l'armée blanche, des gerbes de fleurs et couronnes ont été déposées sur les dalles de la tombe du Soldat inconnu. Bruxelles honore ses morts et s'incline devant les hommes et les femmes qui n'ont pas failli et qui ont acheté de leur vie la liberté de la patrie". Mais rapidement, la liberté retrouvée et les manifestations de joie reviennent à l'écran, une foule en liesse acclame le bourgmestre Van de Meulebroeck. Les gros plans de cette première édition du *Monde libre* consacrée à la Belgique attirent le regard sur les soldats de l'armée régulière et les anciens combattants de 14-18. Pas une seule image ne présente un résistant ou un mouvement de résistance, seul le mot "armée blanche" est brièvement mentionné par le commentateur, et uniquement pour honorer ses morts.

Les 78 éditions du *Monde libre* mettent en exergue la guerre et principalement la geste héroïque. Elles privilégient une vision épique du conflit au moyen de montages rapides, d'enregistrements bien maîtrisés, de nombreuses images aériennes amplifiées par une musique dramatique et par un commentaire glorifiant, le tout dans une configuration strictement militaire. Et les inserts belges ne dérogent pas à la règle. L'armée régulière en pleine reconstruction occupe la place de vedette sur les écrans, elle fait l'objet de toutes les attentions. Les sujets belges désirent montrer un pays unanime derrière son armée prête à bouter l'ennemi hors de nos frontières.

Or l'armée belge en 1944-1945 n'est qu'un maigre corps de soldats totalement dépendants des armements et de l'équipement alliés. À la fin de l'offensive von Rundstedt, elle compte



- La brigade Piron est encensée par les actualités filmées. Derrière elle et par elle, c'est toute l'armée régulière que les actualités offrent à l'admiration populaire. (Photo CEGES)

à peine 11.000 hommes¹³. La politique du gouvernement en matière de recrutement est lente, il lui manque des cadres et surtout des armes et de l'équipement. Le ministre de la Défense nationale ne sait où caserner les jeunes volontaires qui s'engagent. Par cette reconstitution pénible mais aussi étant donné les souvenirs vivaces de sa déroute en mai 40, l'armée régulière fait pâle figure. Les médias vont se charger de redorer son blason. Aucune allusion n'est faite à ses difficultés lors de la campagne des 18 jours ou encore à ses officiers 'naphtalines', les actualistes vont au contraire privilégier les hauts faits d'armes des combattants de 1830, de 14-18 et de ceux d'Angleterre en 40-44.

L'armée est présentée sous un jour qui ne peut susciter que fierté, chauvinisme cocardier et envie de s'engager. Par son image, elle est chargée de rétablir toute la cohésion sociale et d'opérer le redressement du pays... Les actualités filmées montrent une armée forte, équipée d'un matériel moderne, vêtue d'uniformes seyants, sans laisser-aller, disciplinée, soit le symbole d'un pays qui se redresse et qui combat auprès des Alliés. Les forces belges sont présentées sous leurs facettes les plus avantageuses. Par exemple, l'édition n° 31 du 20 décembre 1944 est dédiée à "La nouvelle armée belge". Sous le

13 PIETER LAGROU, *op.cit.*, p. 39.

couvert d'images révélant les jeunes soldats en pleine manœuvre et occupés à manier des armes "modernes", le commentateur plaide en faveur d'une armée prête à aider les Alliés : "Ayant à peine retrouvé sa liberté, la Belgique fidèle à sa parole et à sa tradition apporte à ses alliés l'aide militaire dont elle est encore capable. Avec ceux de ses fils qui lui sont restés, elle reconstitue une armée qui prendra sa part dans les derniers mais aussi les plus durs combats". En avril 45 (édition n° 46), c'est la toute nouvelle école d'aviation belge en Grande-Bretagne qui est filmée : "La nouvelle aviation belge née dans le combat n'a pas seulement reconquis la position qu'elle occupait avant 1940, elle l'améliore constamment. Un autre témoignage de la volonté de la Belgique de reprendre son rang parmi les nations européennes". Ou encore, *Le Monde libre* ne manque pas de saluer les parachutistes du *Belgian SAS* qui ont aidé la cause alliée (édition n° 65, 1^{er} septembre 45).

Les actualités encensent aussi la mince cohorte que représente la brigade Piron¹⁴. Derrière elle et par elle, c'est toute l'armée régulière qui est offerte à l'admiration populaire. Ainsi, l'édition du n° 18 du *Monde Libre* est entièrement consacrée à la brigade belgo-luxembourgeoise commandée par le colonel Piron. La séquence tente de jouer sur le registre du sensible auprès du spectateur. Sous le titre réducteur "Belges au combat", cette édition retrace rétrospectivement l'avancée de la brigade Piron à travers la Normandie durant le mois d'août 1944 par le biais d'une épopée présentée comme héroïque et libératrice. Aucune mention n'est faite des "autres Belges" au combat, seule la brigade Piron tient le devant de la scène. Les actualités filmées induisent un mode de lecture qui, normalement, interdit les éléments du dispositif fictionnel, car elles se présentent comme véridiques. Mais il arrive, comme dans cette édition n° 18, que subtilement, le montage des actualités utilise, pour solliciter l'affect du spectateur, les composantes dramatiques d'un dispositif fictionnel. Partant, si le commentateur par son discours imprégné de danger et de suspense, aidé par une musique de fond dramatique et des bruits de tirs de mortiers, donne au spectateur la sensation d'être au cœur de la bataille vécue par la brigade Piron, une analyse minutieuse des images révèle au contraire une véritable reconstitution du combat. Aucune image ne montre l'ennemi allemand en face des troupes belges. L'intervention volontaire du cameraman, relayé par le commentateur, va même plus loin dans ce dispositif de reconstitution : au moment où l'opérateur effectue un travelling sur les soldats belges traversant, camouflés, les ruines d'une ferme abandonnée et tombant dans un bunker sur des canons allemands abandonnés, le commentateur signale : "nos hommes étaient sous la menace constante des tireurs isolés dissimulés dans les fourrés et derrière les accidents du terrain (...), nos troupes attaquent une autre ferme, un violent feu de mortier est déclenché par l'ennemi contre les Belges mais aucune perte à déplorer", et pourtant la caméra de l'opérateur se trouve devant les soldats belges, en première ligne !

14 Intégrée aux forces britanniques, cette brigade motorisée compte 2.200 hommes et 500 véhicules.

Pour symboliser la lutte du peuple belge face à l'ennemi, ces actualités utilisent une technique spécifique : elles vont personnaliser ce combat. Ainsi, derrière la figure du colonel Piron, c'est toute la Belgique en guerre que l'on veut évoquer. Dans l'édition n° 18, le colonel reçoit des fleurs de la population de Honfleur et analyse une carte géographique. En outre, il est mis en évidence par différents gros plans. Enfin, le commentaire l'associe à la Belgique toute entière : "Le colonel Piron établit son quartier général à l'hôtel du cheval blanc, une fillette en costume national lui souhaite la bienvenue mais déjà d'autres plans de campagne requièrent l'attention des chefs. De Honfleur à Berville sur mer puis de Bruxelles vers la ligne Siegfried telle sera la ligne victorieuse suivie par nos soldats. Il y a quatre ans une chanson parlait de la ligne Siegfried, aujourd'hui la ligne Siegfried est dans tous les communiqués de guerre, c'est le miracle des alliés c'est aussi un peu celui de la Belgique". Lors de la visite de Montgomery à Bruxelles (édition n° 41, mars 1945), ce dernier remet des décorations militaires à quelques officiers de l'armée belge, mais le seul officier pris en plan rapproché est le colonel Piron. Cette personnalisation à travers le colonel se termine en apothéose par l'inauguration de l'avenue brigade Piron à Molenbeek-Saint-Jean dans l'édition n° 60 du 1^{er} août 1945 : on y évoque "ce glorieux colonel qui a conduit nos soldats à la victoire".

Et le public semble conquis. Suite à la projection de petits films documentaires sur les forces belges de Grande-Bretagne, *Le Face à Main*¹⁵ écrit : "Le documentaire nous a fait assister à tous les stades de l'instruction, puis les grandes manœuvres dans une vraie ville... Le public a applaudi cette suite d'images honnêtes et exaltantes tournées à la gloire des Belges en Angleterre". La presse écrite emboîte le pas aux actualités filmées lors du défilé des parachutistes belges, d'un détachement de la brigade Piron et des nouvelles recrues belges de la RAF dans les rues de Bruxelles devant le prince Régent, le 3 décembre 1944. Les comptes rendus de la presse sont éloquents et n'ont pu que contribuer à renforcer l'image de l'armée aux yeux de la population : "De plus en plus nombreuse la foule ne cessa de manifester la chaleur de ses sentiments à l'égard de nos jeunes et magnifiques soldats. La foule sentait qu'une armée nouvelle, notre armée de la victoire était prête à entrer dans le jeu à la fois angoissant et exaltant de la guerre et elle les saluait dans un délire de reconnaissance et de respect"¹⁶. Cette propagande ne fait que conforter le désir de l'opinion publique de faire participer la Belgique à l'effort de guerre.

Tous ces films sont composés d'images codifiées au montage. Les scènes retenues, la musique et les commentaires plongent l'armée régulière toute entière dans une imagerie totalement glorifiante. Ce message, diffusé par les actualités, reflète le discours du Premier ministre Pierlot devant la Chambre des Représentants, le 3 octobre 44 : "La

¹⁵ *Le Face à Main*, 14.10.1944.

¹⁶ *Le Soir*, 5-6.12.1944.

Belgique a pris l'engagement de poursuivre la guerre aux côtés de ses alliés, jusqu'à la victoire complète sur nos ennemis communs. C'est à regret que nous avons dû, pendant l'occupation, limiter notre participation militaire en raison des extrêmes difficultés que rencontrait le recrutement. Ces obstacles sont levés. Les premières mesures ont été prises et sont actuellement en cours d'exécution, en vue d'un concours plus étendu : travaux militaires, garde des lignes de communication, mission de combats, ... En même temps ce programme est orienté vers la reconstruction graduelle d'une armée belge adaptée aux nécessités de la guerre moderne. Ces projets sont compris de manière à faciliter maintenant et dans l'avenir une coopération aussi complète que possible avec les armées de nos voisins et alliés¹⁷.

Ces images et commentaires confortent les conclusions de J. Gotovitch sur la place de la Résistance sur la scène publique belge à l'immédiate libération : "Cette participation qui coûta à la résistance des morts nombreux et rendit triomphale l'avance alliée conserva partout le caractère d'appoint. Selon l'heureuse formule de P.P. Maeter, l'avance alliée confisqua à la résistance et le temps et l'espace, l'écartant de ce fait de la scène politique. Élément psychologique et politique capital : elle s'approprie également le flot de l'allégresse populaire. Ce ne sont pas les maquisards que l'on embrasse, que l'on s'arrache; ce sont, dans un déferlement dont l'éclat particulier remonta jusqu'à Washington, les *Tommies*, les *GI's* voire des Belges mais ceux venus de Londres avec le général Piron, qui furent les héros de ces journées de la Libération"¹⁸. La Résistance belge n'existe pour ainsi dire pas dans les sujets choisis et montés à Londres du *Monde libre*. Ce "partenaire inutile, encombrant et dangereux" est à peine évoqué dans les actualités filmées projetées sur les écrans de la libération. Elle pourrait pourtant être 'le' symbole qui rassemble la population belge et la mobilise contre l'ennemi. "Elle dispose d'un poids moral de forte intensité, dont elle arme sa revendication d'être partie prenante au redémarrage du pays. Certains dans ses rangs en voudraient une véritable récréation. Elle bénéficie d'un potentiel humain non négligeable et s'est dotée d'un capital symbolique qui réunit patriotisme, exigence de 'propreté' morale, de justice sociale, mais aussi – surtout – de justice tout court : 'le châtement des traîtres'. La revendication démocratique constitue une évidence sur laquelle nul ne songe à transiger"¹⁹. Pourquoi est-elle absente des écrans belges ? En conformité avec la stratégie politique menée par le gouvernement belge, l'image héroïque de la Résistance est altérée, pour ne pas dire supprimée, dans les actualités filmées.

17 *Annales parlementaires. Chambre des Représentants. Session de 1944*, 3.10.1944.

18 JOSÉ GOTOVITCH, *Sous la Régence...*, p. 4.

19 ID., "La résistance après-guerre en Belgique : héritage glorieux ou fardeau encombrant ?", in *Actes du Colloque international, Esch-sur-Alzette, avril 2002. Les courants politiques et la Résistance : Continuités ou ruptures ?*, Luxembourg, Archives nationales, 2003, p. 504-518.

Pourtant, selon les plans prévus à Londres par la section Cinéma du Ministère de l'Information, en avril 44, la Résistance devrait figurer parmi les thèmes à aborder dans les actualités filmées au moment de la libération du territoire : "Il y aura lieu de donner aux opérateurs (belges) des instructions précises quant à la matière à prendre et dresser un plan de travail et de production. L'on pourra ainsi monter plusieurs films sur la bataille de Belgique, sur les atrocités allemandes et sur la résistance. Le ministre est extrêmement intéressé sur ce point"²⁰.

Lorsque la Résistance est évoquée, elle l'est sommairement; en outre, il n'est nullement question des différents mouvements existants – "elle est déconnectée du corpus social et politique dans lequel elle s'est formée"²¹ – ni de son éventuelle participation à la reprise de la vie politique en Belgique. Les différents mouvements sont confinés dans l'expression singulière "armée blanche", censée englober l'ensemble de la Résistance, à laquelle le commentateur rend hommage (cf. édition n° 17 du *Monde libre*). Mais il n'y a aucune représentation iconographique de cette "armée blanche". Le même schéma se reproduit dans l'édition n° 19 du *Monde libre* du 23 octobre 1944 consacrée au départ des Allemands de la ville d'Anvers. Les images montrent d'abord au loin des civils détruisant des panneaux indicateurs; suivent une contre-plongée sur des meubles jetés depuis la fenêtre du premier étage d'une maison, puis un gros plan sur le mobilier écrasé au sol. Le commentateur nous 'informe' qu'il s'agit de la Résistance : "Les hommes de la brigade blanche commencent à arracher les panneaux d'indication aux coins des rues avec l'espoir d'ajouter encore à la confusion des chauffeurs allemands et de provoquer la capture d'un plus grand nombre de prisonniers. Simultanément, ils entreprennent le nettoyage des maisons de collaborateurs notoires, le travail est mené rondement". Sans le commentaire, rien dans ces images ne permet d'identifier la Résistance, personne ne la représente, elle est personnifiée par des meubles... D'ailleurs le point d'orgue de ce sujet sur la libération d'Anvers est tout à l'honneur des Alliés : la 2^e armée britannique traverse les rues d'Anvers acclamée par la foule, les drapeaux tricolores belges se déploient, les blindés anglais sont couverts de civils en liesse et de fleurs. En outre, les gros plans s'attardent sur les étreintes des jeunes filles belges et des libérateurs. Manifestement, le commentateur a déjà oublié les actions des soldats de l'ombre : "Mais voilà que les premières unités britanniques sont signalées dans la ville, aussitôt c'est la ruée pour les voir et les admirer, des cris, des 'vivas' accueillent des *tommies* émerveillés par cette chaude réception. Ça et là les prisonniers défilent sous bonne escorte, ils pourront raconter plus tard à leurs familiers comment un peuple se sent quand il est libéré de son ennemi héréditaire et comment il salue ses libérateurs qui sont aussi ses fidèles amis".

20 Note de Gaston Urech aux membres de la commission Film sur leur entretien avec Delfosse, 13.4.44 (CEGES, Archives Paul M.-G. Lévy, AA 763/8).

21 PIETER LAGROU, *op.cit.*, p. 33.

Sur le tard, dans l'édition n° 69 du *Monde libre* d'octobre 1945, est mentionné, pour la première et dernière fois, le nom d'un mouvement de résistance, le Mouvement national belge. En concordance avec un travelling sur les différents groupements provinciaux du MNB défilant sur la Grand-Place de Bruxelles, le commentateur déclare : "Les différents groupes venus de toutes les provinces vont défiler, ils s'avancent au pas cadencé, ceux qui furent parmi les glorieux artisans de notre libération, agents de renseignements, saboteurs, parachutistes, beaucoup reviennent des prisons allemandes et ont échappé miraculeusement à la mort". Deux hypothèses parmi d'autres peuvent expliquer ce léger retournement de situation. D'une part, en septembre 1945, Achille Van Acker forme un nouveau gouvernement qui se présente comme 'le gouvernement de la Résistance'. Il compte sept 'héros de la résistance' sur 18 ministres. "Le gouvernement de la résistance justifia son appellation par des actions concrètes : aide financière aux veuves et orphelins



- La lutte du peuple belge face à l'ennemi est personnalisée par le colonel Piron mis en évidence dans les actualités lors de la visite de Montgomery à Bruxelles en mars 1945.
(Photo CEGES)

de résistants décédés, arrêté loi sur le statut de la résistance armée...”²². De toute façon, en septembre 45, la Résistance ne représentait plus, comme aux premiers jours de la libération, un danger potentiel pour l’autorité en place. Elle est totalement désarmée et désunie. D’autre part, le MNB semble être un des mouvements de résistance les plus ‘fiabiles’ aux yeux de l’autorité : “*De kracht van de organisatie, haar loyaliteit ten aanzien van de regering in Londen en de professionele hoedanigheid van veel van haar leden maken grote indruk op agenten die in de zomer van 1943 vanuit Groot-Brittannië overkomen om de waarde van de verzetsstructuren te evalueren. Ook de Belgische autoriteiten overwegen van de BNB een van haar voornaamste steunpunten te maken met het oog op de ordehandhaving bij de bevrijding*”²³. Le MNB est d’ailleurs un des mouvements de résistance qui condamne les manifestations de novembre 44, prêche le rétablissement de l’ordre et proscrit “l’identification de plus en plus nette de certains groupements avec le parti communiste”²⁴. Dans cet unique sujet du *Monde libre* consacré à la Résistance, les actualistes ont malgré tout tenu à mentionner la présence des anciens combattants de 14-18 au cours de cette manifestation du MNB. Le commentateur insiste d’ailleurs sur ce rapprochement : “Les combattants de la guerre 14-18 s’associent à cet hommage et ceux-là qui furent héroïques dans les bouts de l’Yser viennent s’incliner devant les héros du maquis”.

Même si le rapport des autorités à la Résistance est différent en France, où l’État utilise l’image des combattants de l’ombre pour imposer son autorité, cette spécificité, à savoir une Résistance mise à l’ombre des écrans, ressort également des films de fiction et des documentaires produits outre-Québécois en 1944-1945 : “Les documentaires produits par le service cinématographique des armées, contrôlé par le gouvernement provisoire, fournissent une interprétation strictement militaire d’un combat mené contre un ennemi héréditaire dans une guerre de 30 ans, tandis que le rôle des soldats sans uniforme est systématiquement minoré”²⁵. C’est également l’armée ‘régulière’ et les Alliés qui sont auréolés : “À partir de juin 1944, le magazine *Ici... La France* est projeté dans les cinémas des villes libérées. Sa forme est identique à celle des reportages de la presse filmée. Les Français y découvrent essentiellement l’armée de la France libre : reportages sur les Saint-Cyriens qui s’entraînent en Angleterre (“Ils s’instruisent pour vaincre”), sur les pouponnières mises en place à Ascot pour les enfants de femmes qui participent à l’effort de guerre, sur les centres de formation londoniens des futurs parachutistes, sur le corps auxiliaire féminin militaire de l’air, sur l’engagement de l’armée de la libération dans les différentes zones de combats et sur les bombardements d’objectifs militaires opérés

22 PIETER LAGROU, *op.cit.*, p. 54.

23 MARK VAN DEN WIJNGAERT (dir.), *België tijdens de Tweede Wereldoorlog*, Antwerpen, 2004, p. 238.

24 JOSÉ GOTOVITCH, “Communistes et résistants : les (en)jeux de dupes d’une libération”, in *Jours de paix*, (Jours de guerre, 22-23-24), Bruxelles, 2001, p. 95.

25 JEAN-PIERRE AZÉMA & FRANÇOIS BÉDARIDA, “L’historisation de la Résistance”, in *Esprit. Revue internationale*, Paris, n° 198, 1994, p. 26.

dans le Nord de la France par la RAF²⁶. Il s'agit d'un magazine dont la diffusion est plus limitée que des actualités filmées mais Sylvie Lindeperg fait un constat à peine plus nuancé pour ces dernières²⁷. Ainsi, par exemple, à partir de novembre 1944, *France-libre-Actualités*, qui détient le monopole des actualités filmées sur le territoire français libéré, amalgame dans ses sujets sous les dénominations "La nouvelle armée française" ou "nos soldats", toutes les strates de l'armée nouvelle, à savoir tant les Forces françaises de l'Intérieur que les éléments de l'armée française engagée sur les fronts de la Méditerranée et ou de la Moselle : "les hommes au brassard disparaissent progressivement de l'écran au profit des seuls soldats casqués"²⁸.

III. Symbiose d'un contexte politique tendu et d'une multiplicité de services chargés du cinéma

Où trouver les raisons de cette mise sous le boisseau de la Résistance face à une image glorifiante de l'armée régulière dans les actualités filmées *Le Monde libre*? Est-ce un choix politique des Alliés ou du gouvernement belge, producteurs exclusifs des actualités? Le contexte politique, et plus particulièrement la situation de la Résistance, que nous résumons ici succinctement²⁹, peuvent nous fournir les premiers éléments de réponse.

8 septembre 44, le gouvernement Pierlot rentre à Bruxelles. Une de ses préoccupations majeures est d'encadrer la Résistance alors que les forces de l'ordre sont largement désarmées. Le gouvernement craint cette Résistance. "En fait, vu de Londres – et cette vue correspond à la réalité – deux grandes forces clandestines se sont constituées en pays occupé; mais chez l'une le gouvernement redoute l'influence fascisante et pro-royaliste, c'est la future Armée secrète; chez l'autre, il perçoit clairement l'influence communiste et la redoute tout autant, c'est ce qu'on appelle à Londres le FIL, Front de l'Indépendance et de Libération"³⁰. Le *SHAEF*, également, voit la Résistance comme une menace pour le maintien de l'ordre. Les différentes mesures prises par le gouvernement, sous le couvert de l'autorité alliée, visent à désarmer, à encadrer la Résistance et même à la rendre suspecte. Le gouvernement poursuit une politique de propagande destinée à amenuiser son rôle. Il s'agit d'altérer son image à travers les médias mais également de lui attribuer un travail de géôlier pour les centres d'internement.

26 JEAN-PIERRE BERTIN-MAGHIT, *op.cit.*, p. 217.

27 SYLVIE LINDEPERG, *Clio de 5 à 7. Les actualités filmées de la Libération : archives du futur*, Paris, 2000.

28 *Idem*, p. 100.

29 Voir à ce sujet JOSÉ GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944*, Bruxelles, 1992; *Id.*, *Sous la Régence...*; *Id.*, "La résistance après-guerre en Belgique...", p. 504-518; PIETER LAGROU, *op.cit.*; GEOFFREY WARNER, *La crise politique belge de novembre 1944 : un coup d'État manqué?*, (*Courrier du CRISP*, n° 798), Bruxelles, 19.5.1978.

30 JOSÉ GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore...*, p. 369.

La population réclame une condamnation rapide et exemplaire des ‘inciviques’. Le gouvernement de Londres a préparé tout le système juridique de répression, mais son exécution est lente. Les groupes résistants vont se livrer spontanément à l’arrestation de collaborateurs et aider les gendarmes pour surveiller les 80.000 internés mais “dans des conditions qui ne furent en maints endroits pas exemptes de brutalité ni d’arbitraire. (...) les résistants, dépossédés voire exclus délibérément des combats qui se poursuivaient contre Hitler, s’identifiaient à des gardes-chiourme”³¹. Ce rôle va gravement porter atteinte à l’image de la Résistance et au symbole de ‘défenseur de la liberté’ qu’elle veut représenter. Le gouvernement d’Hubert Pierlot promet à ses membres une intégration dans l’armée et une possibilité de continuer la lutte auprès des forces alliées, mais cette intégration sera un échec cuisant : “On aurait pu les intégrer au sein de l’armée mais dans l’esprit des militaires s’additionnaient la crainte réelle de ces ‘éléments subversifs’ et un manque criant de matériel pour les équiper. (...) ce mépris (...) fut durement ressenti par les milliers de jeunes gens qui avaient sincèrement espéré participer à la phase finale de la guerre. Cet encadrement raté s’accéléra brutalement en novembre 44”³². Les méthodes abruptes pour désarmer la Résistance et pour l’intégrer à l’armée régulière donneront lieu aux manifestations de novembre 44 : “Elles auront pour effet non pas de renverser le gouvernement mais bien de briser la faible unité des différents mouvements de résistance qui majoritairement condamnent ces manifestations et ces excès de violence. À long terme, ces incidents avaient donné la victoire aux forces établies, aux états-majors en place et sonné le glas de toute participation de la résistance dans la gestion de l’État”³³. En revanche, l’armée belge est promise à un bel avenir, sa réorganisation “fut la négation des promesses faites jusque là aux résistants”³⁴.

En effet, la mise en vedette de l’armée belge dans les actualités filmées entre également dans la logique politique et sécuritaire du gouvernement à la libération. Le gouvernement veut assurer la sécurité de la Belgique et les intérêts du pays au niveau international. Cette politique ne peut s’effectuer sans l’appui des Alliés; aussi la Belgique doit-elle leur fournir des gages de sa fiabilité et continuer à leurs côtés la lutte contre l’ennemi³⁵. Suivant ce raisonnement, le gouvernement doit renforcer le contingent militaire, réduit après 1940 à son strict minimum. La force armée qu’il a pu constituer et mettre à la disposition du Royaume-Uni, dès 1942, est en effet symbolique, puisqu’elle ne compte que quelques milliers d’hommes “dont la discipline n’est pas toujours exemplaire, divisés qu’ils sont par la Question royale. Ils s’entraînent dans des conditions qui n’alimentent guère d’illusions sur leurs aptitudes combattantes. Les troupes coloniales ? Elles ne sont guère

31 JOSÉ GOTOVITCH, “La résistance après-guerre en Belgique...”, p. 504-518.

32 *Ibidem*.

33 JOSÉ GOTOVITCH, *Sous la Régence...*, p. 10.

34 *Idem*, p. 24.

35 Voir à ce sujet PASCAL DELOGE, “Belgique et Grande Bretagne en quête de sécurité”, in *Jours de paix, (Jours de guerre, 22-23-24)*, Bruxelles, 2001, p. 293-327.

plus appréciées des spécialistes du *War Office* pour de semblables raisons”³⁶. Il est temps en septembre 1944 non seulement de reconstituer des forces armées dignes de ce nom mais surtout de redorer leur image, tâche opérée par la propagande dans les différentes éditions du *Monde libre*. “Une telle politique permettra à la Belgique de faire valoir ses droits après la guerre”³⁷. La propagande réalisée autour de la brigade Piron par *le Monde libre* et l’ensemble des médias, en vue notamment de susciter des engagements, portera ses fruits : “Le 8 mai 1945, la Belgique a fourni 75.000 hommes répartis en 142 unités. Cet effort est accompli grâce à de nombreux engagements volontaires”³⁸.

Le profil des producteurs, réalisateurs, techniciens et censeurs des actualités *Le Monde libre* pourrait représenter un autre facteur explicatif à cette absence de la Résistance sur les écrans. Qui possède le pouvoir de décision pour le choix des sujets du *Monde libre* ? Quels sont les visages qui se cachent derrière Anastasie, cette noble dame de la censure aux ciseaux acérés ? Des opposants à la Résistance ?

Le Monde libre est entièrement monté à Londres par une équipe de trois personnes³⁹ : un Américain, un Anglais et un Belge. Cette équipe sélectionne les sujets parmi les séquences d’images du pool inter-allié formé par les firmes d’actualités agréées par les armées alliées. Pour le choix de ses images, “les trois délégués travaillent sur pied d’égalité absolue et dans un esprit de collaboration égalitaire totale”⁴⁰. Le délégué belge au sein de la commission tripartite est Roger Motz⁴¹, vice-président d’INBEL, mais sa mission est déléguée à Louis-Raoul Boogaerts⁴², chef de la production du service Film d’INBEL.

36 *Idem*, p. 302.

37 *Idem*, p. 304.

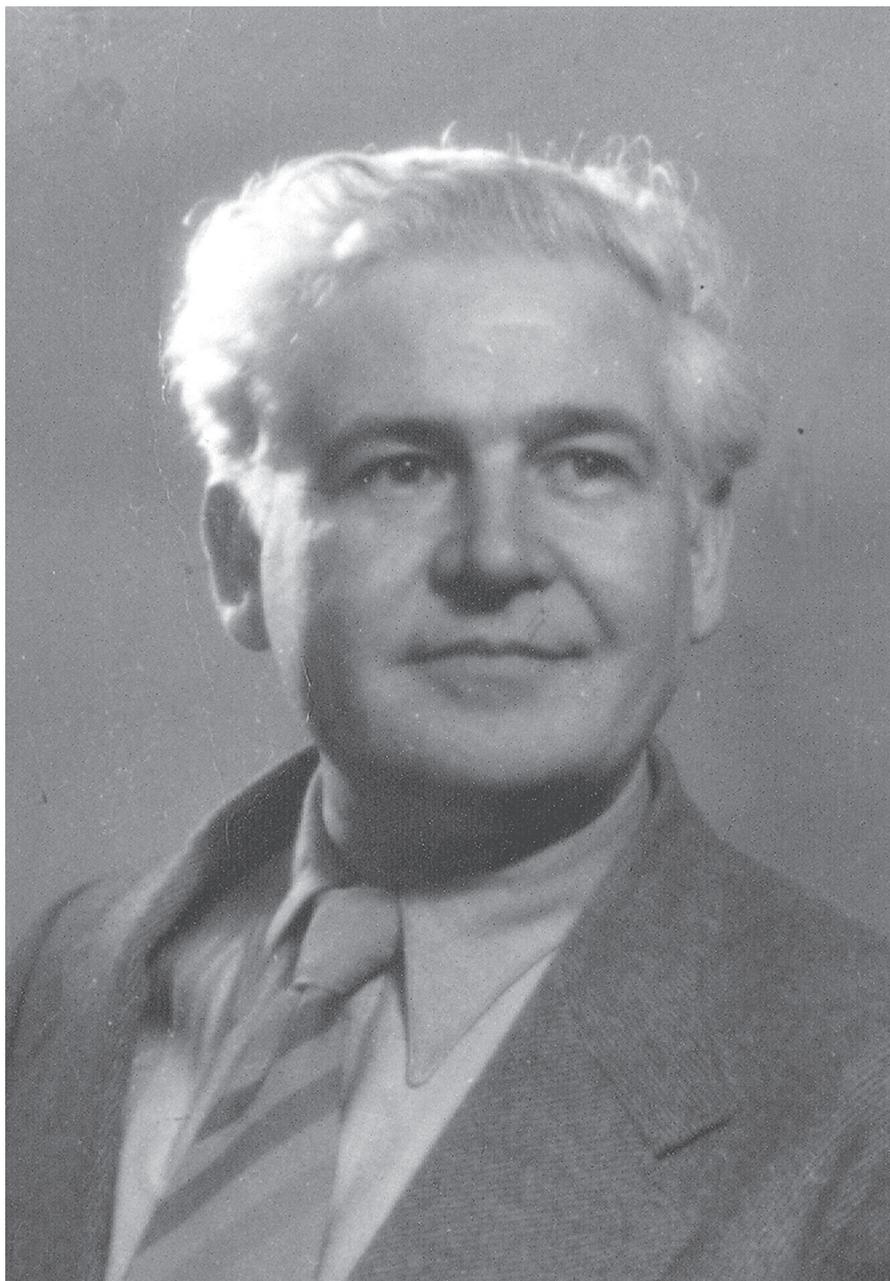
38 *Ibidem*.

39 La confection technique de l’édition belge du *Monde libre* est confiée à la firme *Movietone*, par décision du *Political Warfare Department* allié.

40 Entretien OWI, MOI, Ministère de l’Information belge, 25.5.1944 (CEGES, *Archives William Ugeux*, AA 1584, II13 A farde 1).

41 Roger Motz (1904-1964). Homme politique libéral. Ingénieur. Vice-président du conseil d’administration de l’Office belge d’Information et de Documentation (INBEL), il est chargé de la direction journalière de l’office [HENRI MASSON, *Office belge d’Information et de Documentation (INBEL). Londres 1940-1945*, (Inventaires du CREHSGM, 10), Bruxelles, 1982, p. 3].

42 Louis-Raoul Boogaerts (1896-?). Réalisateur et producteur de court métrage. Débute dans le cinéma en 1924 comme attaché à *Paramount* Belgique. À Londres en 1940, il est commis temporaire aux affaires étrangères, puis à partir de 1941, cameraman et agent de liaison entre le Ministère des Affaires étrangères et la firme *British Paramount News* avec laquelle le gouvernement belge a signé un accord pour la réalisation et la diffusion d’actualités sur l’effort de guerre belge. Détaché au Ministère de l’Information, L-R. Boogaerts continue d’assumer cette fonction d’agent de liaison jusqu’à la fin du contrat avec *Paramount* en septembre 1944. Il est également à partir de 1943 chef du service Film du Ministère de l’Information. Il réalise notamment en Grande-Bretagne : *Ici, radio Belgique*, *Les Belges dans la RAF*, *Les forces belges en Grande Bretagne*, *Exil*, *Ports de pêche belges*... Il est désigné en juillet 1944 comme délégué de R. Motz (INBEL) dans le comité tripartite de production et de réalisation du *Monde libre*. De 1945 à 1947, il est directeur de la production d’INBEL. Il est en outre secrétaire général de la presse filmée belge en 1945 [*Biographie du cinéma et de la télévision en France et en Belgique*, t. 1, Paris, 1963, p. 116; CEGES, *Archives du Ministère de l’Information nationale (Londres)*, AA 1327].



- Raphaël Algoet, un des rares cinéastes-photographes belges présents à Londres. Il est responsable de la *Belgian Film Unit* qui accompagne la Première brigade belge sur le territoire libéré. (Photo CEGES)

Boogaerts est chargé de la défense des intérêts belges au sein de la commission tripartite. Afin d'avoir un maximum de sujets belges à insérer dans *Le Monde libre*, Boogaerts met sur pied une *Film Unit* belge. Les opérateurs de cette *Film Unit* seraient des correspondants de guerre belges accrédités par *SHAEF* et attachés à *INBEL*. Ils suivraient dans un premier temps les forces belges en action, à savoir la Première brigade belge – la brigade Piron – puis réaliseraient des reportages en Belgique libérée. Apprenant que Raphaël Algoet⁴³, cameraman qui a réalisé avant-guerre des films ethnographiques aux Indes, vient d'être incorporé dans la brigade Piron comme soldat, Boogaerts le choisit comme chef de la *Film Unit* et le fait élever au grade de sergent. Il lui adjoint, comme opérateurs, deux conscrits, Gaston Urech⁴⁴ et Robert Francotte, également promus sous-officiers. Des opérateurs militaires pour la réalisation, une distribution aux cinémas belges par le capitaine O. Putzeys et son *opposite number* le capitaine anglais Eliott⁴⁵ de l'*AIS*, force est de constater que dans les termes du contrat du *Monde libre* établi à Londres en juillet 1944, rien n'échappe aux militaires. La focalisation des actualités sur l'armée belge peut dès lors se comprendre. Ceci dit, dès septembre 1944, viennent s'ajouter à cette *Film Unit* belge, deux personnalités de la Résistance, André Cauvin⁴⁶, rentré des *USA*, et Paul M.-G. Lévy⁴⁷, correspondant de guerre au titre de la presse

43 Raphaël Algoet (1902-1989). Photographe et cameraman pour les missions catholiques dans les Indes. Après sa mission à la *Film Unit* belge d'*INBEL*, il devient professeur à l'*INRACI* (Institut de Radioélectricité et de Cinématographie) (CEGES, *Archives William Ugeux*, AA 1584).

44 Gaston Urech. Opérateur, metteur en scène, technicien, ingénieur du son. Il travaille pendant la guerre d'Espagne pour les actualités françaises Pathé. Depuis le 1er juin 43, il est technicien à la Radiodiffusion nationale belge à Londres. Il est militarisé le 1er septembre 44 pour entrer comme correspondant de guerre accrédité par *SHAEF* dans la *Film Unit* belge attachée à la brigade Piron. À partir d'avril 45, il devient l'adjoint du capitaine Putzeys pour toutes les questions d'ordre technique en matière de réalisations cinématographiques, montage des films de propagande, relations avec les techniciens du film [CEGES, *Archives du Ministère de l'Information nationale (Londres)*, AA 1327; *Archives William Ugeux*, AA 1584].

45 Avant-guerre, ingénieur du son en Belgique.

46 André Cauvin (1907-2004). Avocat, il réalise en amateur quelques courts métrages puis se spécialise dans le documentaire sur l'art et sur le Congo. La Belgique envahie, il collabore à la création du réseau de résistance Luc, avant de s'évader en Angleterre en 1942 et d'être désigné par le ministre des Affaires étrangères P.-H. Spaak pour réaliser *Congo*, un film illustrant l'effort de guerre de la colonie belge. Accrédité comme correspondant de guerre belge par *SHAEF*, il tourne en Belgique des sujets d'actualités sur la libération du pays. De 1945 à 1948, Cauvin est directeur des actualités *MGM* pour l'Europe. Ensuite, il réalise des films documentaires sur le Congo jusqu'en 1959. FRANCIS RAMIREZ & CHRISTIAN ROLOT, "Le cinéma colonial belge. Archives d'une utopie", in *Revue belge du Cinéma*, n° 29, printemps 1990 p. 55; ROGER BOUSSINOT, *L'encyclopédie du cinéma*, Paris, Bordas, 1989, p. 329 et l'article de Florence Gillet dans ce numéro.

47 Paul M.-G. Lévy (1910-2002). Ingénieur commercial, licencié en Sciences économiques. Professeur à l'*UCL* et à Strasbourg, journaliste à *La Wallonie*, à *La Cité nouvelle* et à l'Institut national de Radiodiffusion. Arrêté en 1940 pour refus de collaborer à la radio sous contrôle de l'occupant, il sera incarcéré à Breendonk. Libéré en 1941, il parvient à gagner Londres en juillet 1942. Il travaille pour le ministre de l'information A. Delfosse, collabore à la Commission pour l'Étude des Problèmes d'Après-guerre et à la création de Samoyède. Élu député de l'Union démocratique belge en 1946, il refuse de siéger et retourne sur les ondes. Il sera ensuite directeur de l'information au Conseil de l'Europe [YVES-WILLIAM DELZENNE & JEAN HOYOUNX (dir.), *Le nouveau dictionnaire des Belges*, Bruxelles, 1998, t. 2, p. 69].

radiophonique, qui obtient que le sergent Algoet soit attaché à sa personne. Pourquoi ne filment-ils pas des sujets sur la Résistance en Belgique ? Ou s'ils l'ont fait, pourquoi ces sujets ne sont-ils pas intégrés dans *Le Monde libre* ? Cauvin a notamment dès juillet 1943 le projet de réaliser un documentaire sur la Résistance belge...⁴⁸. Nous n'avons malheureusement pas retrouvé la liste de tous les films belges parmi lesquels ont été puisés ceux intégrés dans les actualités.

Doit-on se tourner vers la censure pour comprendre cette absence de la Résistance sur les écrans ? En matière de censure, le pouvoir de décision n'appartient pas toujours au même service ou au même ministère, d'où des problèmes pour définir et cerner le rôle des différentes autorités concernées. Il existe deux types de censure prise par le gouvernement belge : une censure politique et une censure de moralité (protection de l'enfance)⁴⁹. Suite à un accord entre les ministres de l'Intérieur et de la Justice en 1944, les membres de la Commission de Censure politique font également partie de la Commission de Contrôle de Moralité⁵⁰. Les films d'actualité doivent normalement passer uniquement au crible de la censure politique; ils sont dispensés du visa de la Commission de Contrôle de Moralité en vertu de l'article 14 de l'arrêté du 11 mai 1922. Mais pour les sujets d'actualités *Le Monde libre* concernant les événements internationaux, "la censure politique est inutile puisque des représentants belges⁵¹ siègent au comité de rédaction. Ce n'est qu'à la requête éventuelle du dit-membre dont de justes demandes auraient été rejetées par ses collègues (alliés) que le Conseiller Général des affaires civiles pourrait être sollicité d'interdire une projection déterminée. (...) Le CCAO [conseiller *civil affairs* officiel] belge⁵² sur le terrain pourra s'opposer à ce qu'il estimerait inopportun à l'arrivée en territoire belge"⁵³. Quant aux sujets belges incorporés dans *Le Monde libre*, "les deux censures sont inutiles étant donné que ces derniers sont conçus par les services belges officiels"⁵⁴. La décision semble donc être entre les mains de L.-R. Boogaerts et d'O. Putzeys.

48 Entretien d'André Cauvin avec William Ugeux, 24.7.1943 (CEGES, *Archives André Cauvin*).

49 La Commission de Contrôle de Moralité doit refuser ou autoriser le passage en Belgique devant des mineurs de moins de 16 ans, des films qui lui sont soumis. Les dispositions portant sur cette commission établie par la loi du 1er septembre 1920 relative aux spectacles cinématographiques sont prises par l'arrêté royal du 11 mai 1922, modifié par l'arrêté des ministres du 29 juin 1944 qui établit les dispositions relatives au contrôle des films cinématographiques.

50 Ces membres forment la Commission de Contrôle des Films cinématographiques. En vertu de l'art.1 de l'arrêté des ministres du 29 juin 1944, sont nommés membres effectifs de la commission : Mmes Blum I., Ugeux A., MM. Motz R., Boogaerts L., Ugeux W., R.P. Dantine L., Lévy P., Marteaux A., Putzeys O., Urech G.

51 En l'occurrence L.-R. Boogaerts.

52 Oswald Putzeys.

53 Entretien OWI, MOI, Ministère de l'Information belge, le 25 mai 1944 (CEGES, *Archives William Ugeux*, AA 1584/II13 A, farde 1).

54 Rapport général de la Commission de Contrôle des Films cinématographiques destinés à la Belgique établie à Londres, 30.6.1944 (CEGES, *Archives William Ugeux* AA 1584/II13 A, farde 1).

Mais si L.-R. Boogaerts a en effet le choix des images à Londres, il n'en demeure pas moins sous la tutelle d'INBEL; quant à O. Putzeys, il dépend du major Ugeux. Et tant la mission Information qu'INBEL sont ballottés entre divers ministères. Dès le retour du gouvernement belge de Londres, Fernand Demany⁵⁵, ministre sans portefeuille, est chargé, entre autres, du cinéma, de la presse et de la radio. Il reprend sous sa direction la mission Information du major Ugeux mais également les services d'INBEL dont une partie de l'équipe est toujours à Londres. En tant que secrétaire général du Front de l'Indépendance, Demany doit à priori mener une propagande pro-résistante. Mais son mandat ne dure que deux mois, ce qui lui laisse peu de temps pour réellement se consacrer à cette problématique. Les services de Demany, accompagnés d'INBEL et de la mission Information, sont alors placés sous la tutelle du service Information du cabinet du Premier ministre H. Pierlot, qui, lui, mène une politique de propagande visant à minimiser le rôle de la Résistance. En février 1945, le gouvernement Van Acker décide de remettre en activité un Ministère de l'Information nationale. La mission Ugeux et INBEL sont à nouveau transférés. La structure dirigée par Ugeux est dissoute le 17 mai 1945 avec la suppression des *Civil Affairs*. Dès lors, ses services sont répartis entre le nouveau département de l'Information et INBEL. Au Ministère de l'Information, Jean R. De Kriek⁵⁶ est nommé directeur du service Cinéma. Il est un des chefs du réseau de renseignements Luc et a également officié comme adjoint dans l'organisation Samoyède. Il reprend en main le dossier *Monde libre* et tente de négocier avec les Alliés le retour de l'équipe technique à Bruxelles afin qu'un plus grand nombre de sujets belges soient intégrés dans l'actualité. Mais l'existence de ce ministère est éphémère. Il est supprimé 5 mois plus tard suite à la crise ministérielle qui entraîne le départ des ministres catholiques. Dès lors, les négociations menées par J.R. De Kriek sont suspendues. Seul INBEL continue de fonctionner sous les auspices du Premier ministre...

55 Fernand Demany (1904-1977). Homme politique, romancier, journaliste au *Matin*, au *Soir*, au *Drapeau rouge*, au *Peuple*, à *La Wallonie* et à *Vlan*. Directeur de *L'Éclair*. Fondateur et secrétaire général du Front de l'Indépendance, ministre sans portefeuille (26.9.1944/16.11.1944). Représentant communiste de l'arrondissement de Charleroi (1946-1950) (*Annuaire officiel de la presse belge, 1974-1975*, p. 477; LIONEL BERTELSON, *Dictionnaire des journalistes-écrivains de Belgique*, Bruxelles, 1960, p. 37; PAUL VAN MOLLE, *Le Parlement belge 1894-1972*, 2e éd., Anvers/Utrecht, 1972, p. 36; DESIRÉ DENUIT, *Fernand Demany, mousquetaire de la Résistance*, Bruxelles, 1982).

56 Jean Richard De Kriek (1905-?). Ingénieur commercial ULB, gérant d'une société de métaux. Recruté en 1940 par André Cauvin pour le réseau Luc, il est arrêté en février 1942, puis libéré cinq mois plus tard. Il collabore à la mise en place de l'organisation Carol, puis entre en 1944 dans le réseau Samoyède. Après avoir opéré au sein du Ministère de l'Information nationale en 1945, il reprend ses activités de gérant (CEGES, *Archives Richard De Kriek*, AA 657).

IV. Conclusion

Les gouvernements belges successifs vont enlever à la Résistance toute possibilité de pouvoir politique et de cohésion grâce à une campagne rudement menée dans l'immédiat après-guerre. En conformité avec la stratégie politique menée par le gouvernement belge, l'image de la Résistance est ainsi altérée, pour ne pas dire supprimée, dans les actualités filmées. Aucun indice dans ces images ne permet de l'identifier, personne ne la représente, elle est personnifiée par des meubles et des tombes... Cette politique est favorisée par une Résistance écartelée entre les différentes tendances idéologiques qui la composent et qui ne peut dès lors devenir un ferment d'unité... "L'absence d'homogénéité, d'unité dans leurs propres rangs, facilitera l'opération et surtout empêchera tout prolongement politique autonome"⁵⁷. Et si le Front de l'Indépendance ou le Parti communiste dans leurs journaux respectifs, *Front et Drapeau rouge*, s'opposent aux mesures gouvernementales visant à refouler la Résistance, de manière étonnante, ils ne relèvent jamais cette absence de la Résistance dans les actualités filmées. *Le Drapeau rouge* propose pourtant tous les vendredis une rubrique cinéma... Les actualités *Le Monde libre* se focalisent pourtant sur l'armée belge en reconstruction et sur les Alliés. Par l'image qui en est fournie, l'armée est chargée de rétablir toute la cohésion sociale et d'opérer le redressement du pays... Cette propagande entre dans les objectifs du gouvernement belge et ne fait que conforter l'opinion publique qui désire ardemment la participation de la Belgique à l'effort de guerre.

Que les alliés anglo-saxons soient intervenus pour minimiser le rôle de la Résistance dans les actualités filmées est fort peu probable. La participation des résistants aux rapides combats pour la libération sera largement reconnue par les Alliés. Un rapport américain la synthétise : "toutes les autorités militaires admettront que les groupes belges de résistance leur offrirent une aide bien plus grande pendant les jours de la libération que ne le firent les groupes similaires en France. Les groupes belges étaient mieux organisés, mieux préparés et furent plus vigoureux dans leurs actions"⁵⁸. Et de toute façon, le choix des sujets belges est entre les mains du délégué belge, L.-R. Boogaerts, attaché à l'office gouvernemental INBEL, et de celles d'O. Putzeys de la mission Information des *Civil Affairs*. Tous deux devaient probablement en référer à leurs supérieurs. Ceci dit, l'importance de ces derniers est à relativiser, les incessantes mutations d'INBEL et de la mission Information ne leur permettant pas d'occuper longtemps le même poste. Certains comme F. Demany, n'ont pas le temps de prendre des décisions ou de mettre des structures en place. Quant aux autres, comme W. Ugeux, R. De Kriek ou P. Lévy, ils vivent plutôt leur activité dans les services de renseignements

⁵⁷ JOSÉ GOTOVITCH, *Sous la Régence...*, p. 7.

⁵⁸ *CIC Belgian Resistance Groups* [CEGES, SHAEF, G-2 091.4-1 (Belgium), doc. 7445], extrait traduit et cité par JOSÉ GOTOVITCH, *Sous la Régence...*, p. 10.

comme une forme de résistance militaire en faveur du gouvernement de Londres et de la continuité, et ne désirent pas mettre en évidence une résistance contestataire. Suivant la politique gouvernementale, ils mettent en exergue une armée libératrice et héroïque associée aux combattants de 14-18, symboles de la Belgique d'avant-guerre. Cette vision de la guerre et de la libération dans un cadre militaire *stricto sensu* peut également être attribuée au fait que la *Film Unit* belge est, dans un premier temps, attachée à la brigade Piron et qu'il est fort probable, même si nous n'avons pas la liste de tous les sujets belges, que le métrage sur cette brigade est supérieur à d'autres sujets. D'autre part, il ne faut pas oublier que la législation sur l'état de siège attribue également des compétences au ministre de la Défense nationale : "Le ministre de la Défense nationale peut prendre les mesures nécessaires pour empêcher la circulation, la mise en vente et la distribution des journaux, brochures, écrits, dessins ou images de nature à favoriser l'ennemi ou à ébranler le moral des armées ou des



- Attaché de cabinet au Ministère londonien de l'Information chargé de préparer et de coordonner les tâches d'information et de propagande en territoire belge au moment de la libération, Paul M.-G. Lévy est en septembre 1944 correspondant de guerre au titre de la presse radiophonique.
(Photo CEGES)

populations”⁵⁹. En matière de censure militaire, le Ministère de la Défense nationale prend le 30 novembre 1944 (*Moniteur belge*, 2 décembre 1944) un arrêté ministériel relatif à l’exploitation des salles de spectacles cinématographiques et à la projection de films. Au vu de cet arrêté, est créée le 11 décembre 1944 une Commission de Contrôle militaire des Films.

Si on ne la retrouve pas dans les actualités filmées, la Résistance est, à l’instar des nombreux “opuscules privilégiant de manière ponctuelle l’histoire héroïque ou militante de la Résistance”⁶⁰, l’héroïne des films de guerre. Des films de fiction tels que *Soldats sans uniformes* (1944)⁶¹, *Baraque n° 1* (1945) ou *Forçats d’honneur* (1945) d’Emile G. De Meyst, sont projetés sur les écrans au lendemain de la libération. Ces films produits et réalisés indépendamment des autorités belges ont dû malgré tout passer au crible de la censure militaire et politique. Sans grande qualité artistique, ils exaltent d’une façon plus ou moins naïve l’œuvre de la Résistance et servent à l’édification de son mythe national. Les autorités permettent la projection de ces films car la Résistance n’est plus un danger réel pour le pouvoir. Au contraire, l’autorité va l’utiliser dans le débat public et sur l’échiquier international comme référence de la conduite nationale pour légitimer ses prétentions politiques et siéger avec les vainqueurs⁶².

En septembre 1944, le public des salles obscures était en manque d’information sur le conflit. Il en était d’autant plus avide qu’il avait connu quatre ans d’actualités allemandes avec l’*UFA Journal*, seul journal autorisé. Au moment de la réouverture des salles à Bruxelles, le 15 septembre 1944, le public et le monde cinématographique belge pouvaient s’écrier : “Le cinéma est libre. Le cinéma est libéré – enfin – de l’odieuse contrainte des mensongères actualités *UFA* et des médiocres productions des studios nazis”⁶³. “Adieu les stupides mises en scène de l’*UFA*, nous allons voir enfin sur nos écrans revivre pour nous, dans toute sa vérité, la plus grande, la plus glorieuse épopée de tous les temps... la guerre, filmée par *Paramount* et *Métro Goldwyn*”⁶⁴. Mais le public sera vite déçu, c’était sans compter sur l’intervention de dame Anastasie et de ses sbires alliés. Le monopole des actualités *Le Monde libre* détenu par les Alliés et le gouvernement belge devait se terminer avec la fin de l’état de siège en mai 1945, mais il continuera malgré la victoire définitive.

59 Arrêté du régent désignant les autorités investies du pouvoir en état de siège (*Moniteur belge*, 15.11.1944).

60 ALAIN COLIGNON & JOSÉ GOTOVITCH, “Du sang, de la sueur...”, p. 115.

61 Filmé clandestinement pendant le conflit sous le couvert d’un film de fiction traitant d’un trafic de stupéfiants, *Soldats sans uniformes* sort sur les écrans bruxellois, notamment au Métropole, le 14 octobre 1944 (“Itinéraires du cinéma de Belgique, des origines à nos jours”, in *Revue belge du Cinéma*, n° 2, hiver 1982, p. 31-48).

62 PIETER LAGROU, *op.cit.*, p. 33.

63 *Ciné belge*, n° 5, 9.1944, p. 4.

64 *La Meuse*, 21.9.1944, p. 2, col. 5.

Les polémiques se feront de plus en plus virulentes dans les cercles cinématographiques belges. Et le public ne sera pas dupe. Ainsi, un article du journal *La Lanterne* paru en mai 1945 parle d'un véritable scandale dont le public "débonnaire" est la victime depuis des mois : "Les actualités retardent de plusieurs semaines sur les événements qui se déroulent soit en Allemagne, soit dans le Pacifique. Ainsi le 21 avril, on projetait seulement sur nos écrans *Le Pont de Remagen* ! Tout de même, de qui se moque-t-on ? La semaine précédente, on projetait sur les écrans bruxellois, la remise de décorations aux soldats de la brigade Piron par le maréchal Montgomery. Toujours à la page ! Ce n'est plus de l'actualité, c'est de la rétrospective. (...) Nous apprenons d'autre part, que l'on vient d'interdire diverses prises de vues enregistrées en Belgique par des Belges durant le jour V. MM les ministres qu'attendez-vous pour nous permettre de retrouver notre liberté ?"⁶⁵. En effet, le sujet "Pont de Remagen" se trouve dans l'édition n° 42 du *Monde libre* du 16 mars 1945 qui est projetée un mois plus tard sur les écrans belges ! L'Association professionnelle de la Presse cinématographique de Belgique se bat en vain depuis septembre 1944 avec les divers ministères pour récupérer l'autorisation de filmer et d'éditer un journal d'actualités belge. Il faudra attendre janvier 1946 pour voir apparaître le premier journal indépendant d'actualités filmées belges !

* BÉNÉDICTE ROCHET (°1976) est licenciée en histoire de l'UCL et détentrice d'un diplôme complémentaire de l'Institut d'Études européennes de l'UCL. Attachée au CEGES depuis 2000, elle y a d'abord travaillé dans le cadre d'un projet intitulé "L'administration belge de la Deuxième Guerre mondiale : berceau et refuge de modernisation ?" (2000-2002). À l'heure actuelle, elle effectue une recherche sur "Les actualités d'un monde libéré... la presse filmée belge 1941-1946".

⁶⁵ "Une question d'actualités", reprise intégrale de l'article publié dans *La Lanterne* (*La Cinégraphie belge*, n° 376, 19.5.1945).